

Nouvelles locales du jeudi 19 décembre 2013

@rib News, 19/12/2013 | Justice - Le Parquet général oral prés la Cour anti corruption de Bujumbura a déclaré ce jeudi matin de libérer le vice-président du parti Sahwanya Frodebu et ancien vice-président de la République, Frédéric Bamvuginyumvira. Selon son avocat, il devra payer une caution de 1.000.000FBu et devra aussi respecter certaines conditions. Maître Fabien Segatwa trouve que l'essentiel est qu'il soit libéré et qu'il sorte de prison et que la décision soit favorable à la défense puisqu'il n'a pas eu d'infraction. Il espère que Bamvuginyumvira sera libre dès ce jeudi midi. Il déplore toutefois le fait que ceux qui ont orchestré ce montage continuent de le salir en mettant sur des sites internet les photos retravaillées de son client uniquement dans l'intention de le salir. Rappelons que Frédéric Bamvuginyumvira avait été arrêté le 5 décembre et accusé d'attentat aux murs, de corruption et de rébellion [rtnb/rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

- Selon le porte-parole de la police nationale, la courtoisie et la présentation par une carte de service doivent caractériser tout policier en mission officielle. Hémélie Harimenshi affirme cela au moment où, ce mardi soir, l'ancien commissaire adjoint de la police à Gitega Michel Nurweze dit Rwembe a opéré une fouille perquisition suivie d'une saisie dans un magasin du quartier asiatique qui vend des boissons prohibées sans aucun titre ni mandat. Cela avait causé une insécurité relative suite au bras de fer du propriétaire de ces boissons qui voulait que ses marchandises soient embarquées légalement. Il trouve que ce policier a violé la loi et qu'il devrait être poursuivi quand bien même le propriétaire était en infraction. De plus, il ajoute que les policiers ayant des dossiers pendants devant les instances juridiques administratives ne devraient pas normalement être envoyés en de telles missions afin de ne pas éveiller ou inquiéter la conscience de la population. [rpa] | Politique - D'abord comme prévu ce jeudi matin à l'hôtel de ville de Kigobwe atelier de changements sur la proposition de révision de la Constitution initiée par le gouvernement du Burundi. Tous les invités avaient répondu présents et le climat détendu. Selon le président de l'Assemblée nationale, le Parlement burundais a déclaré d'écouter ceux qui l'ont mis en place en occurrence la population via les représentants politiques, de la société civile et des confessions religieuses puisque la Constitution est un texte cher pour tout le monde. Pie Ntavyohanyuma a fait savoir que les conclusions de cet atelier devront être prises en considération dans l'adoption du texte final de la Constitution puisque tout le monde a un droit de regard sur ce texte fondamental. Il a aussi rassuré les participants qu'ils ont l'obligation d'honorer la mémoire de Mandela qui vient de disparaître en ne touchant pas les accords d'Arusha auxquels il s'est donné corps et âme. Il a ensuite demandé aux participants de donner des contributions dans ce sens afin d'aboutir à un texte qui tranquillise tout les Burundais. Il a pourtant souligné que ce projet de révision de la Constitution ne va pas renvoyer au Gouvernement et a précisé que les différentes propositions devront être présentées à la commission permanente chargée des questions politiques et administratives à l'Assemblée nationale [rtnb/rtr/isanganiro/rpa/bonesha] - Le président de l'ADC-Ikibiri trouve plutôt tranquilisant le message du président de l'Assemblée nationale. L'once Ngendakumana estime que le problème sera dans la mise en application de ce que Pie Ntavyohanyuma a dit. Selon lui, les différents messages des autorités sont bons mais leur mise en application cause toujours problèmes. Il apprécie que l'Assemblée nationale ait pris l'initiative d'écouter la population. De plus, la promesse selon laquelle les accords d'Arusha doivent être respectés. Selon lui, cela va sûrement faire en sorte que leurs revendications soient satisfaites. Selon lui, si les propos du président de l'Assemblée nationale devraient être suivis le projet de loi sur la révision de la Constitution devrait être renvoyer au gouvernement afin d'être débattu entre ce dernier et les partis politiques. [rtnb/rtr/isanganiro/rpa/bonesha] | Economie - La SOSUMO a réalisé une performance de plus de 12% au cours de cette année 2013 atteignant plus de 30.000 Tonnes contre plus de 23.000 Tonnes l'an passé. Selon le directeur général de cette entreprise, cela a été dû en grande partie à la pluie qui est tombée d'une manière régulière dans la région du Kumoso. Audace Bukuru ajoute que cela n'a pas pour autant occasionné la baisse des prix puisque la monnaie burundaise n'a cessé de perdre sa valeur jusqu'à ce que le taux d'inflation atteigne les 15% que les prix des autres produits ont continué à monter. De plus, il précise que la SOSUMO utilise des équipements en provenance de l'étranger et qui coûtent très chers. Il ajoute en outre que le gouvernement burundais a revu à la hausse la taxe à la consommation sur le sucre, passant de 400FBu à 600FBu par kilo. Selon lui donc, le prix ne pourra en aucun cas baisser face à cette triple situation qui n'est profitable pour personne. [rtnb/rtr/isanganiro/rpa/bonesha]